

Le renseignement

Type de contenu : Texte

Type de médiation : sans médiation

Type de support : Volume

Titre(s) : Le renseignement : étude de droit public / Lilian Dailly ; [préface de Pascale Gonod,...]

A pour autre édition sur un support différent : Le renseignement étude de droit public Lilian Dailly 2022

Auteur(s) : Dailly, Lilian (1992-....)

Autre(s) responsabilité(s) : Gonod, Pascale (1961-....) (Préfacier)

Publication : Le Kremlin-Bicêtre : mare & martin, DL 2025

Description matérielle : 1 volume (678 pages) ; 24 cm

Collection : Bibliothèque des thèses Droit public

ISBN : 978-2-38600-148-2

EAN : 9782386001482

Appartient à la collection : Bibliothèque des thèses. Droit public 2495-7496

Classification décimale Dewey : 363.3

Note sur les bibliographies et les index : Bibliographie pages 591-646. Notes bibliographiques Index

Note de thèses et écrits académiques : Texte remanié Thèse de doctorat Droit public Paris 1 2022

Résumé ou extrait : Le droit et le renseignement affichent de prime abord leur opposition, si ce n'est leur contradiction : le droit repose sur une logique de transparence ; le renseignement est par essence secret. La rencontre des deux s'est néanmoins réalisée à la faveur d'un contexte marqué par l'apparition de nouvelles menaces, plus diffuses et moins aisément saisissables. La présente étude propose de s'interroger sur le sens et la portée du processus de juridicisation que le renseignement connaît depuis quelques années en France. La règle de droit entretient avec cette activité administrative singulière un rapport ambivalent : tantôt elle subordonne le renseignement au respect des droits et libertés ; tantôt elle conforte ses impératifs de secret et d'efficacité. L'analyse de cette appréhension juridique ambivalente offre à voir un droit du renseignement assez largement dérogoratoire au droit commun. Il est façonné par les exigences du secret de la défense nationale auxquelles sont adaptées celles des droits et libertés

fondamentales. Ainsi bâti, le droit du renseignement n'en comporte pas moins des lacunes qui conduisent à préconiser une évolution du cadre légal..

Sujet - Nom commun : Services de renseignements

Sécurité nationale

Droit public

Droits de l'homme